

NTELA

____ N° 05, Vol. 1, Janvier-Juin 2023 ____



ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Couverture : Figure de chasseur bantou de l'Afrique centrale. Statuette collectée par le Laboratoire d'Anthropologie et d'Histoire (actuelle Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi), entre les années 1975 et 1980. Dans les langues kongo de cette sous-région, le bon chasseur est justement appelé « *NTELA* ». Par métonymie, ce nom symbolise l'homme constamment animé par la quête des savoirs et des connaissances ; un scientifique qui cherche, qui trouve et qui partage ses trouvailles avec les autres au moyen de la publication.

Les opinions exprimées dans les différents textes publiés ici sont celles de leurs auteurs. Elles n'engagent nullement la Revue *NTELA*

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
E-mail : cura.congobrazza@gmail.com

NTELA

____ N° 05, Vol. 1, Janvier-Juin 2023 ____

ISSN : 2789-3588

**Revue du Centre Universitaire de Recherche
sur l'Afrique (CURA)**

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines/Université Marien
Ngouabi, Brazzaville (République du Congo)
BP : 2642, E-mail : cura.congobrazza@gmail.com
Tél. : + 242 066690087 / 055769593 / 044108897

Publications semestrielles de la Revue NTELA

Directeur de publication

Yvon-Norbert GAMBEG

Rédacteur en chef

Jean Félix YEKOKA

Comité de rédaction

Jacques Nkeoua Oumba, Paul Kibangou, Régina Patience Ikemou, Rony Dévyllers Yala Kouanzi, Samuel Kidiba, Dieudonné Mouakouamou Mouendo, Didace Kevin Kouloungou Boungou, Jean-Bruno Bayette, Dreid Miché Kodja Manckessi.

Comité scientifique

Jean-François Owaye, Professeur, Université Omar Bongo (Gabon), Miche-Alain Mombo, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Georges-Claude Tshund'Olela, Professeur, Université de Kinshasa (RD. Congo), Omer Massoumou, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Françoise Blum, Professeur, Université Paris 1, Panthéon Sorbonne (France), Bienvenu Boudimbou, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Joachim Emmanuel Goma-Thethet, Professeur, Adon Simon Affessi, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Université Marien Ngouabi (Congo), Dieudonné Tsokini, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Pierre Yvon Ndongo Ibara, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Joseph Zidi, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Henri Yambéné Bomono, Professeur, Université Yaoundé 1 (Cameroun), Jean Félix Yekoka, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo), Rogacien Tossou, Maître de Conférences, Université d'Abomey-Calavi (Bénin), Université Marien Ngouabi (Congo), Yvon-Norbert Gambeg, Professeur, Université Marien Ngouabi (Congo), Sophie Pulchérie Tape, Maître de Conférences, Université Peleforo Gon Coulibaly Korhogo (Côte d'Ivoire), Amuri Mpala Lutébélé, Professeur, Université de Lubumbashi (RD. Congo), Didier Ngalebaye, Maître de Conférences, Université Marien Ngouabi (Congo).

SOMMAIRE

Éditorial	11
------------------	----

Articles

I. HISTOIRE-SCIENCES POLITIQUES

L'implication totémique des oiseaux dans l'exercice du pouvoir pharaonique : cas du faucon (3000-2134 av. J.-C)

Michaël NDOUKOU, Jean Félix YEKOKA 17

Le Ndjobi : les « territoires du sacré » chez les Mbéré (République du Congo)

Fiston GAMBIA, Joseph ZIDI 35

Les alliances politiques en Côte d'Ivoire de 1990 à 2018

Hyacinthe Digbeugby BLEY 59

Pratiques d'assujettissement d'enfants en situation irrégulière et enseignement coranique au « Sénégal » (1817-1903)

Sawrou FALL 79

L'art capillaire dans les quartiers populaires de la ville de Ngaoundéré : de 1958 à 2021

Liliane Dalis ATOUKAM TCHEFENJEM 89

La légitimité patronymique en Afrique, vers une démocratie héréditaire. Corps intemporel et réincarnation du leader politique, pour une symbolique du pouvoir au Togo

Boêvi Denis LAWSON 113

La contestation des résultats des élections en Afrique : cas des législatives de 2020 au Mali

Siriki BAGAYOKO 137

II. GÉOGRAPHIE

Gestion des ressources en eau dans le contexte de la décentralisation au sud du Bénin : Cas du doublet Allada-Ze

Badel Ruffino Juste LANTONKPODE, Jean SODJI, Pierre OUASSA, Sabi TASSIGUISIO, Expédit Wilfrid VISSIN 161

Déficit des services urbains et des équipements socio-collectifs dans les villes togolaises : Cas de la petite ville de Pagouda au nord-est du Togo

Essobassi YASSIH, Assogba GUEZERE 189

L'envers de l'aménagement forestier ou l'ambiguïté du statut des terres cultivables dans les concessions forestières de la Likouala

Bled-Dumas Blaise LOUZALA-KOUNKOU 215

Le développement économique local et ses enjeux dans le département de la Likouala (République du Congo)

Laïs Hilaire LIBOBOU N'KOKA, Clotaire Claver OKOUYA 235

Le transport par taxis collectifs à Bangui (République Centrafricaine)

Christian MALIKI 265

III. PHILOSOPHE

Intersubjectivité et Fraternité créatrice chez Gabriel Marcel

Kouassi Clément N'DOUA, Moulo Élysée KOUASSI 281

L'épidictique comme impensé de la modernité : réflexions entre Chaïm Perelman et Emmanuelle Danblon

Évariste Dupont BOBOTO, Alexandre OTSANGUE NGASSAKI 301

Limites de l'universalisme juridique et refondation interculturelle du droit en Afrique

Koffi AGNIDE, Komla FADEME 317

ÉDITORIAL

Le Centre Universitaire de Recherche sur l'Afrique (CURA) publie le cinquième numéro de sa revue *Ntela* dans un contexte mondial dominé, entre autres, par la guerre qui oppose l'Ukraine à la Russie, la 'guerre oubliée' à l'Est de la RDC et le terrorisme dans le Sahel. Récemment, le Sénégal a attiré les projecteurs sur lui à cause du débat sur la possibilité du président Macky Sall de rempiler un troisième mandat à la tête de ce pays, considéré jusqu'ici comme un modèle de démocratie en Afrique. Sur cette question, son intervention radio-télévisée, du 3 juillet 2023 a mis fin au suspens et aux violences que pouvaient occasionner l'annonce de sa candidature pour un autre mandat.

Suite à cette actualité, d'aucuns parleront d'une leçon de démocratie donnée par le président Macky Sall, d'autres évoqueront, au contraire, le triomphe de la rue sur les calculs de sa famille politique. L'on est sûr que cette actualité politique sénégalaise, qui alimente encore les débats médiatiques, relancera sans doute des réflexions plus approfondies de la part des scientifiques sur l'ivresse du pouvoir en Afrique contemporaine. Pour l'instant, ce cinquième numéro de la revue *Ntela* accorde la primauté à d'autres problématiques aussi diverses que variées qui interpellent la conscience collective sur les enjeux sociétaux. Elle est restée fidèle à sa philosophie de permettre une meilleure diffusion des savoirs et des connaissances sur l'Afrique, dans une perspective multi et interdisciplinaire. Par ailleurs, comme les trois précédents numéros, celui-ci compte aussi deux volumes pour la trentaine des textes que la rédaction, grâce au travail des évaluateurs a jugé publiables. La répartition des articles tient compte aussi bien de l'équilibre numérique que du rapprochement de leur champ d'étude.

Ce premier volume compte quinze articles répartis en trois grandes rubriques : *Histoire et sciences politiques* (sept articles) ; *Géographie* (cinq articles) ; *Philosophie* (trois articles). La contribution de Michaël Ndoukou et Jean Félix Yekoka ouvre la première rubrique. Faisant la plongée dans l'Égypte antique, ces deux auteurs analysent l'implication totémique des oiseaux dans l'exercice du pouvoir pharaonique. Dans la même foulée rituelle s'inscrit la réflexion de Fiston Gambia et Joseph Zidi. Dans leur texte sur le Ndjobi ces deux auteurs étudient anthropologiquement les « territoires du sacré ». Pour

sa part, Hyacinthe Digbeugby Bley pense à nouveau frais les alliances politiques en Côte d'Ivoire, dans une chronologie de dix-huit (18) ans entachés par la question de l'*ivoirité* et une série de violences sociopolitiques. Loin des questions politiques, l'article de Sawrou Fall s'intéresse, lui, aux pratiques d'assujettissement des enfants Sénégalais en situation irrégulière et en enseignement coranique, entre 1817 et 1903. Cette conjecture ancienne est aux antipodes de l'art capillaire en effervescence dans les quartiers populaires de Ngaoundéré (Cameroun), étudié par Dalis Atoukam Tchefejem. En Afrique, l'héritage du pouvoir se lit à l'aune de la légitimité patronymique. C'est à cette conclusion qu'aboutit Boëvi Denis Lawson dans l'étude qu'il consacre au corps intemporel et à la réincarnation du leader politique, pour une symbolique du pouvoir au Togo. L'on se trouve indubitablement en face d'une caricature du pouvoir sur scène, notamment avec la contestation des résultats des élections en Afrique. Ainsi, le cas des législatives de 2020 au Mali auquel s'intéresse Siriki Bagayoko n'est pas un exemple unique.

Les textes qui constituent la rubrique de Géographie viennent en éventail. Trois d'entre eux font diversement allégeance à l'environnement. Il s'agit de la contribution de Badel Ruffino Juste Lantonkpode, Jean Sod Ji, Pierre Ouass, Sabi Tassigui Sio et Expédit Wilfrid Vissin qui s'intéresse à la gestion des ressources en eau dans le contexte de la décentralisation au sud du Bénin ; de l'article d'Essobassi Yassih et Assogba Guezere qui jette son dévolu sur le déficit des services urbains et des équipements socio-collectifs dans la petite ville de Pagouda (République du Togo) ; de l'envers de l'aménagement forestier ou l'ambiguïté du statut de terres cultivables dans les concessions de la Likouala (République du Congo) analysé par Bled-Dumas Laise Louzala-Koukou.

Parmi les articles de ce volume, un s'intéresse particulièrement au développement économique local ainsi que ce que ce développement implique comme enjeux dans un territoire déconcentré. Il s'agit du texte de Laïs Hilaire Libobou N'koka et Clotaire Claver Okouya. Ces auteurs, qui prennent le département de la Likouala, en République du Congo comme étude de cas, abordent en réalité des questions ayant trait à la centralisation et au développement local. Mais, peut-on parler de développement en passant sous silence la question du transport ? À

l'évidence, non. Christian Maliki le montre bien dans son étude consacrée au transport en commun à Bangui, capitale de la République centrafricaine.

La dernière rubrique de ce volume est construite autour des textes de philosophie. Ici, la primauté est accordée à Gabriel Marcel chez qui Kouassi Clément N'Doua et Moulo Élysée Kouassi étudient l'intersubjectivité et la fraternité créatrice. Dans ce cheminement philosophique, où la gnose est à la confluence de l'épistémologie biographique, Évariste Dupont Boboto et Alexandre Otsangue Ngassaki planchent sur l'épidictique comme impensé de la modernité. Ils utilisent les réflexions de Chaïm Perelman et Emmanuelle Danblon comme matériau d'élaboration d'une pensée construite. À côté de ce qui paraît une évidence classique, Koffi Agnide et Komla Fademe identifient les limites de l'universalisme juridique. Pour ce faire, ils plaident pour la refondation interculturelle du droit en Afrique sur la base de ses réalités endogènes.

Au terme de cette présentation, comme pour les précédents numéros, les contributions placées dans le premier volume de ce numéro viennent de plusieurs institutions universitaires d'Afrique. Cette réalité confirme l'identité de *Ntela* d'être une revue pour laquelle les questions de recherche sont consacrées à ce continent au richesses civilisationnelles restées en harmonie avec le volume des traits culturels qui lui donnent sa propre identité.

Professeur Yvon-Norbert GAMBEG

Directeur de publication

I. HISTOIRE-SCIENCES POLITIQUES

Les alliances politiques en Côte d'Ivoire de 1990 à 2018

Hyacinthe Digbeugby BLEY*

Résumé

Cet article se propose, à partir d'une enquête documentaire et de travaux de terrain, d'analyser les formes et les enjeux des alliances politiques en Côte d'Ivoire de 1990 à 2018. Il ressort des informations collectées que le retour du multipartisme en Côte d'Ivoire en 1990 s'est accompagné du phénomène de la coalition comme stratégie nouvelle de conquête ou de conservation du pouvoir par des partis politiques à travers des alliances. La première coalition le Front républicain visant à former une majorité électorale est née en 1995 de l'alliance entre le Front Populaire Ivoirien (FPI) et le Rassemblement des Républicains (RDR) pour ravir le pouvoir au PDCI. Dans la foulée, s'en sont suivis le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) en 2005 et la Majorité Présidentielle (LMP) en 2010. Les divergences de vue et ambitions contrariées ont fragilisé ces alliances au point qu'elles ont disparu pour certaines, Front Républicain, LMP et se sont désagrégées pour d'autres RHDP. Cet article fait donc ressortir les formes et enjeux des alliances politiques de l'avènement du multipartisme à la dislocation de la dernière coalition qui jusque-là résistait aux querelles internes de positionnement pour devenir vers la fin un parti politique unifié, le RHDP.

Mots-clés: Alliances politiques, multipartisme, front républicain, LMP, RHDP

Abstract

This article proposes, based on documentary survey and field-work, to analyze the forms and challenges of political alliances in Côte d'Ivoire (Ivory Coast) from 1990 to 2018. It emerges from the examination of the information collected that the return of multiparty in Côte d'Ivoire (Ivory Coast) in 1990 was accompanied by the phenomenon of the coalition as next strategy for conquest or retention of power by political parties through alliances. The first coalition, the Republican Front

* Enseignant-chercheur, Maître-assistant (Histoire politique), Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Côte d'Ivoire) / E-mail : hyacinthebley20017@gmail.com

aimed at forming an electoral majority, was born in 1995 from the alliance between the Ivorian Popular Front (FPI) and the Rassemblement des Républicains (RDR) to west power From the PDCI. This was followed by the Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) in 2005 and the Presidential Majority (LMP) in 2010. Divergent views and thwarted ambitions have weakened these alliances to the point that they disappeared for some, Republican Front, LMP and disintegrated for others RHDP. This article therefore highlights the forms and challenges of political alliances from the advent of multiparty politics to the dislocation of the last coalition, which until then had resisted internal quarrels over positioning to eventually become a unified political party, the RHDP.

Keywords: Political alliances, multiparty system, republican front, LMP, RHDP

Introduction

La première alliance s'est formée en 1995 par le Front Populaire Ivoirien (FPI) et le Rassemblement Des Républicains (RDR), appelée le Front Républicain. D'autres alliances vont suivre, il s'agit du RHDP en 2005 et de La Majorité Présidentielle (LMP) en octobre 2010 (Jeune Afrique, 2000). Toutefois, ces alliances ont toutes fait preuve de leur irrésistibilité au temps face aux opportunités politiques. Cet article se propose de comprendre l'influence de ces alliances sur la scène politique ivoirienne, de relever les raisons et calculs stratégiques qui ont motivé leur création avec les enjeux qui les accompagnent. Ce sujet revêt un intérêt historique car des recherches effectuées, il ressort que les alliances politiques ont peu intéressé les historiens. Certes, il existe des travaux d'histoire politique dans lesquels l'on aborde la question¹, mais jusqu'ici peu de travaux étudient spécifiquement ces alliances. Il est donc impérieux de relever que ces alliances portent leur propre histoire, constituée de succession de faits intrinsèques qui ne

¹ ASSOUANGA Kouakou Laurent, 2016, « le boycott : facteurs, enjeux et impacts sur les processus électoraux en Côte d'Ivoire de 1990 à 2015 », BLEY Hyacinthe Digbeugby, 2014, *La vie politique en Côte d'Ivoire de l'indépendance à l'avènement de la II^e République (1960-2000)*, DIARRASOUBA Ibrahim, 2021, « la démocratie ivoirienne à l'épreuve des stratégies coalitionnelles politiques », pour ne citer que ceux-ci.

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...
s'entremêlent et se distinguent de l'histoire politique générale de la Côte d'Ivoire.

Notre étude part de 1990 et se termine en 2018. En effet, 1990 marque le retour au multipartisme avec la reconfiguration de la scène politique ivoirienne. Plusieurs partis politiques se côtoient et usent de certaines stratégies pour courtiser l'électorat ivoirien. C'est à cette date que la première élection présidentielle multipartite a eu lieu. Même si elle a été loin d'une élection démocratique, elle a eu le mérite de faire participer un opposant historique à Houphouët-Boigny. Il s'agit de Laurent Gbagbo, qui à tort ou à raison est taxé de traître par ses camarades opposants². Déjà en 1995, l'on dénombrait quatre-vingts partis politiques (H.D. Bley, 2014, p. 221) pour une population évaluée à 10,5 millions d'habitants.

Quant à 2018, elle marque la désagrégation du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Cette grande alliance s'est disloquée en Août 2018, deux mois avant les élections locales, sur une question de pouvoir³. L'histoire politique de la Côte d'Ivoire multipartite rime à la fois avec la radicalisation de son arène politique avec pour conséquence l'instabilité sociopolitique récurrente, et le phénomène des alliances au gré des partis politiques pour réaliser l'alternance au pouvoir. En effet, sur le plan démocratique, on assiste à des processus électoraux non inclusifs, un code électoral caduc, l'inexistence d'un État de droit, la restriction de l'espace et la violation des droits civils et politiques. C'est dans ce contexte délétère qu'ont été mises en place plusieurs coalitions politiques à la recherche de la majorité électorale pour conquérir le pouvoir d'État.

De ce fait, la question essentielle qui guide cette recherche est la suivante : Quels sont les formes et enjeux des alliances politiques en Côte d'Ivoire entre 1990 et 2018 ? Ou encore en quoi les alliances

² En 1990, alors que le multipartisme était devenu effectif, l'on assiste à la floraison de partis politiques. Certains de ses partis vont s'organiser en un front de gauche pour combattre le pouvoir d'Houphouët en lui soumettant des conditions d'amélioration de la scène politique. Il s'agit du FPI, l'USD, le PIT, le PSI, qui exigeaient la démission d'Houphouët, la séparation du PDCI et de l'Etat, l'élaboration d'un nouveau code électoral, l'organisation d'une conférence nationale souveraine", ce front ne participe pas aux élections. Contre toute entente, Laurent Gbagbo était candidat à cette élection. C'est ainsi qu'il est traité de renégat par ses collègues opposants.

³ Le refus du RHDP pour une alternance au sein de l'alliance pour les élections de 2020, a provoqué le courroux du PDCI et son président qui a crié à la trahison et au non-respect de l'appel de Daoukro.

politiques influencent-elles le jeu politique en Côte d'Ivoire ? De cette question nodale, découlent quelques questions secondaires : quels sont les motivations et buts de la formation de ces alliances ? Quel bilan pouvons-nous en tirer ?

Ce travail s'appuie sur les recherches documentaires, des enquêtes orales auprès de certains acteurs influents de la scène politique ivoirienne⁴. Pour le rédiger, nous avons utilisé la méthode historique qui consiste à soumettre à examen critique les documents écrits, les sources orales en fonction des circonstances, des intérêts en présence, de la mentalité de leurs acteurs. Elle nous a permis de confronter les témoignages quant au point de vue que l'on peut supposer. Cela a permis de faire ressortir des informations utiles à l'élaboration de cet article.

L'article s'articule sur trois points. Le premier situe l'étude dans le cadre conceptuel et montre les motivations et objectifs de la formation des alliances politiques en Côte d'Ivoire. Le deuxième revient sur les différentes formes d'alliances. Le troisième point est consacré au bilan de toutes ces alliances politiques de l'ère post multipartite jusqu'à 2018.

1. Les débats conceptuels sur l'alliance et coalition, les motivations et objectifs de la formation des alliances

1.1. Les débats conceptuels sur l'alliance et coalition dans le vocabulaire politique

La coalition et l'alliance sont des notions plus présentes dans le vocabulaire politique qu'il convient de conceptualiser en vue d'une meilleure compréhension. Il s'agit de savoir, du point de vue sémantique et empirique, si ces concepts sont synonymes et désignent la même réalité ou, si chacun d'eux désigne une réalité particulière. Maurice Duverger (1954) et Guillaume Haeringer (2003) font usage alterné des notions de coalition et alliance pour désigner un même fait politique, qui consiste pour certains partis politiques de décider de se mettre ensemble et constituer la majorité électorale. Toutefois, à l'intérieur de ces coalitions naissent naturellement des rivalités entre partis coalisés, faisant que cette majorité devienne moins cohérente, moins homogène et moins stable (M. Duverger, 2003). Allant dans le même sens, Guillaume Haeringer, dans son analyse des coalitions en Afrique, relève l'absence d'une coopération totale entre les partis

⁴ Il s'agit ici d'interroger les leaders politiques, les militants dont leur militantisme est avéré et certains observateurs de la scène politique ivoirienne.

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...
membres. Ces coalitions fonctionnent sur la base d'une « coopération partielle », en faisant le choix de s'entendre seulement dans certains types d'actions à l'aune des enjeux politiques du moment et des opportunités qui se présentent pour chacun des membres coalisés (G. Haeringer, 2003).

Avec Le Breton Michelle et Van Der Straenten Karine (2017), à travers la typologie des regroupements politiques qu'ils établissent, apparaît une différence entre l'alliance et la coalition liée à la temporalité et le niveau d'organisation. En fonction du régime politique et des enjeux électoraux, on peut avoir une coalition ou alliance électorale, une coalition ou alliance parlementaire, une coalition ou alliance gouvernementale. La notion de coalition est utilisée pour désigner les formes de regroupement politique éphémère et inorganisé dans le but de créer une majorité électorale, qualifiée de simples coalitions provisoires dont les partis membres ne cherchent qu'à bénéficier des avantages électoraux, soit en soutenant occasionnellement le parti au pouvoir, soit en contribuant à l'évincer du pouvoir. La notion d'alliance est mise en circulation pour désigner les unions politiques durables

Toutes ces analyses mettent en exergue un invariant du phénomène coalitionnel ou d'alliance. Il s'agit de sa présence plus remarquée dans les systèmes pluri partites et sa recherche de la majorité électorale pour réaliser l'alternance au pouvoir. Parler donc de coalition ou d'alliance politique, c'est désigner une même réalité empirique qui consiste pour des acteurs de juger de la nécessité pour eux de se constituer temporairement ou permanemment en une force unique à travers une coopération partielle ou totale pour conquérir le pouvoir. Appréhendé ainsi, la coalition, à partir de son mode d'organisation et ses objectifs visent le changement social, et revêt un caractère revendicatif. Au regard de tout ce qui précède, nous constatons effectivement la fragilité et l'instabilité des regroupements politiques ivoiriens à l'exception du RHDP ayant duré un peu plus de dix ans avant de se disloquer. L'usage de la notion d'alliance est privilégié dans cette réflexion. Cependant, il nous arrive d'utiliser la coalition pour désigner l'alliance parce que nous épousons la définition de Maurice Duverger et Guillaume Haeringer qui considèrent ces notions comme des synonymes. Au-delà de la définition de ces notions, nous montrons les raisons de la formation de ces alliances politiques et leurs objectifs.

1.2. Les motivations et objectifs de la formation des alliances politiques

En Afrique en général, et en Côte d'Ivoire en particulier, les alliances qui se nouent entre les acteurs politiques se fondent non pas sur des contenus idéologiques et programmatiques, mais sur des intérêts personnels des leaders politiques, quelles que soient leurs tendances. Les périodes électorales demeurent souvent des contextes propices pour faire et défaire les alliances avec tel ou autre leader. En se fondant sur les questions qui orientent cette réflexion il s'agit d'introduire la discussion sur les motivations et objectifs de la formation des alliances dans la nouvelle démocratie ivoirienne. Il est donc important de répondre à la question suivante : pourquoi le système démocratique a-t-il besoin des alliances des acteurs politiques ?

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les motivations des alliances entre acteurs politiques. En Côte d'Ivoire comme d'ailleurs partout dans le monde, les partis politiques forment des alliances pour différentes raisons : les perspectives électorales, former une majorité pour le gouvernement ou diriger le pays durant les périodes de crises, etc. Au-delà de ces raisons fondamentales, on pourrait ajouter d'autres qui relèvent des intérêts personnels des leaders politiques comme, par exemple, « la politique du ventre ». En effet, dans son ouvrage *l'État en Afrique. La politique du ventre*, Jean-François Bayart (1989) estime que cette expression camerounaise, « Renvoie à une conception de l'État perçu comme le lieu d'accès aux richesses, aux privilèges, au pouvoir et au prestige pour soi et pour les membres de son clan » (Bayart, 1989). Pour le cas de la Côte d'Ivoire, cette « politique de ventre » appelée « restaurant » a permis au RHDP de recruter parmi les opposants pour le compte de leur alliance. *Afrik Soir* dans sa parution du 11 septembre 2022 avait titré « RHDP : Mabri comme Amon-Tanoh ont emprunté le même chemin du restaurant ». En d'autres termes, Mabri Toikeusse, leader de l'UDPCI et Amon Tanoh sont retournés au RHDP pour leurs intérêts personnels, leur ventre. Comment dans ces conditions, redonner confiance aux Ivoiriens qui s'abstiennent, qui n'ont plus confiance aux hommes politiques qui au gré de leurs intérêts font des alliances ? Comment crédibiliser une alliance lorsqu'on sait que les alliances en Côte d'Ivoire ne sont qu'éphémères ? Autant de questions que se posent les Ivoiriens et les observateurs de la vie politique nationale. Autre raison de la création des alliances est l'absence d'idéologie et de programmes des partis politiques. La Côte

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...

d'Ivoire foisonne de partis politiques, mais beaucoup parmi eux n'ont pas d'idéologie, de programme, à tel point que les leaders politiques sont corruptibles. La politique en Côte d'Ivoire, à l'image de celle des pays africains est « l'affaire de ceux qui ont trouvé un abri sûr dans la politique, qu'ils considèrent comme le lieu d'accès aux richesses et aux privilèges » (Bayart, 1989). Le commun des Ivoiriens assimile la politique en Côte d'Ivoire au mensonge alors qu'il demeure un champ noble de gestion de la chose politique.

Un autre levier sur lequel les acteurs politiques en Côte d'Ivoire s'appuient pour s'allier est la tribu et l'ethnie, « l'instrumentalisation de l'ethnie par les politiques en Côte d'Ivoire a fait naître le tribalisme qui apparaît de nos jours comme l'une des sources des guerres ethniques⁵ ». Le second tour de l'élection présidentielle en est une parfaite illustration. En effet, le candidat Henri Konan Bédié avait recueilli au premier tour (25% des suffrages) dont les trois quarts de ces suffrages exprimés dans les régions du pays baoulé situées dans le centre de la Côte d'Ivoire. Entre les deux tours "HKB" a lancé un appel à voter en faveur de Ouattara, son allié après des années de déchirements. Il a donc affirmé : « j'ai désigné mon petit frère et je vous demande de le soutenir » avant d'ajouter à l'attention des chefs de sa communauté en Baoulé : « je compte sur vous tous » (Jeune Afrique, 2010). Les chefs baoulés pour marquer leur approbation aux propos de leur mentor ont baptisé Alassane Ouattara du nom de « Nanan Allah N'Guessan ».

Le terrain politique ivoirien est marqué par un système mafieux fait de corruption et de misère⁶. Dans ce contexte, les politiques jouent sur la misère des populations pour corrompre. Cette corruption touche aussi bien les acteurs et que les leaders politiques. « C'est le cas du pouvoir Ouattara, qui prend l'argent du contribuable pour vider les partis de l'opposition de leurs cadres et non les moindres, aussi certains ivoiriens avides d'argent⁷ ».

Il ressort de ce qui précède, sans être exhaustif que plusieurs sont les motivations et objectifs des alliances créées en Côte d'Ivoire. Toutefois, il faut signaler que les motivations de ceux qui créent ces alliances ne

⁵ Depuis l'avènement du multipartisme en 1990 en Côte d'Ivoire, la scène politique a été tribalisée au point que les partis politiques sont identifiés aux ethnies (Bété, FPI, RDR, Dioula, PDCI, Baoulé)

⁶ Propos d'un militant de base lors de notre entretien le 12 août 2022 à Yopougon à son domicile de 17h à 18h.

⁷ Propos d'un leader politique d'un parti de l'opposition lors de notre entretien le 15 août 2022 à Abidjan de 16h à 17h 30 à son domicile.

résident pas toujours dans la recherche de l'amélioration du quotidien des ivoiriens, mais à la cause effrénée aux privilèges. Au-delà des motivations, notre étude parle des différentes formes d'alliances.

2. Les différentes formes d'alliances en Côte d'Ivoire

À ce niveau de notre travail, il est question de spécifier et dénommer les formes d'alliances politiques en Côte d'Ivoire. C'est une manière de faire la typologie de ces alliances comme stratégie de lutte contre le PDCI et les alliances comme objets de bouleversements et de conquête de pouvoir.

2.1. Les alliances comme stratégie de lutte contre le pouvoir du PDCI-RDA

Malgré l'avènement du multipartisme et l'ouverture de la liberté d'expression, les partis de l'opposition n'arrivent pas à s'assurer un poids convainquant dans la lutte pour la conquête du pouvoir d'État. Pour contraindre Houphouët-Boigny à démocratiser davantage l'espace politique ivoirien avant les élections de 1990, ils vont former une coalition qui n'a été que l'ombre d'elle. C'est ce que traduit Claude Yao Kouassi en ces termes :

L'instauration du multipartisme est un acquis⁸ qu'elle entend consolider en obtenant un multipartisme " intégral ", devant lui permettre de participer aux élections d'octobre 1990 dans des conditions acceptables. Elle exige, pour les plus représentatifs des partis de l'opposition réunis dans la " Coordination de la gauche démocratique", (Front Populaire Ivoirien (FPI), Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT), l'Union des Sociaux-Démocrates (USD), et le Parti Socialiste Ivoirien (PSI), la démission du président Houphouët-Boigny, la séparation du PDCI et l'État, l'élaboration d'un nouveau code électoral, l'organisation d'une " Conférence nationale souveraine ", faute de quoi elle ne prendrait part aux élections (Kouassi, 2013, p. 16)

Contre toute entente, Laurent Gbagbo va faire fi des accords de cette coordination pour se présenter contre Félix Houphouët-Boigny lors des élections présidentielles d'octobre 1990, tuant ainsi la coordination. Cette décision personnelle lui valut beaucoup de critiques de la part des militants de l'opposition coalisée : « Laurent Gbagbo est un traître qui

⁸ Ici il s'agit de la jeune opposition née de l'acceptation du multipartisme et comptant plus de 100 partis officiellement enregistrés. Cf. Loucou J.N., sur les débuts du multipartisme en Côte d'Ivoire, pp 169.

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...

a accompagné Houphouët dans sa dictature. Son incohérence nous a conduit dans ce qu'on pourrait appeler l'impasse politique⁹ ».

Cette alliance éphémère était dirigée contre le PDCI pour le dégommer du pouvoir mais elle va se disloquer très rapidement. Toutefois, nous commençons nos alliances à partir de celle qui, du point de vue organisation, et actions fut mémorable. Il s'agit du Front républicain dont les chefs de proue furent le Front Populaire Ivoirien (FPI), et le Rassemblement des Républicains (RDR). Ce front est né en 1995 dans ce contexte politique très électoraliste après la mort d'Houphouët-Boigny. Les objectifs divergents des uns et des autres à l'intérieur du front justifient certainement la courte durée qu'il a eue. En effet, en prélude à l'élection présidentielle de 1995, un nouveau code électoral est adopté en décembre 1994. S'il supprime le droit de vote aux résidents africains non ivoiriens, ce code a surtout rendu rigide les conditions pour candidater à la fonction de président. Non contents de ce nouveau code électoral, le RDR et le FPI mutualisent leurs forces au sein du Front Républicain. Leurs objectifs selon Claude Yao Kouassi (2013, p. 15) :

*Un code électoral consensuel,
Une commission électorale indépendante,
Des urnes transparentes ;
Le vote des jeunes à 18 ans ;
Le bulletin unique ;
La présence des observateurs étrangers ;
Et l'exclusion des étrangers du vote.*

Le gouvernement Bédié accepte la quasi-totalité des dites revendications, mais rejette l'idée d'une Commission Électorale Indépendante. Consterné, le Front Républicain décide alors de boycotter le scrutin présidentiel de 1995. Comme en 1990, où la bataille du front de gauche ou coordination¹⁰ tournait autour du droit de vote des étrangers considérés comme un bétail électoral pour le PDCI, au mépris de l'article 5 de la constitution¹¹, c'est de cette même manière que la Commission Électorale Indépendante était le nœud du boycott

⁹ Propos d'un militant proche de Francis Wanga Wodié, leader politique (PIT) lors de notre entretien le 17 août 2022 à son domicile de 17h à 18h.

¹⁰ Le Front de gauche ou coordination était composé de quatre formations politiques : le FPI, le PIT, l'USD et le PSI (Parti Socialiste Ivoirien).

¹¹ L'article 5 de la constitution du 3 nov 1960 stipule que : « sont électeurs (...) tous les nationaux majeurs des deux sexes jouissant de leurs droits civils et politiques ».

actif de 1995. Le boycott actif tire donc son origine des ressentiments jadis contenus par le régime d'Houphouët-Boigny. En effet, derrière les intrigues de succession entre ses héritiers d'une part et la guerre des tranchées entre le pouvoir et l'opposition d'autre part se cachait une guéguerre géopolitique à fort relent communautariste (Assouanga, 2016, p. 10).

S'inspirant des préjugés coloniaux, Houphouët-Boigny a souvent estimé que les Akans ont « été façonnés par un sens aigu de l'État, c'est-à-dire par des souverains et un peuple prédisposé respectivement au commandement et à l'obéissance » (Dozon, 2000, p. 5). C'est donc naturel que Houphouët désigne comme dauphins constitutionnels deux Akans, Henri Konan Bédié et Philippe Yacé Grégoire. À la mort d'Houphouët-Boigny en 1993, son dauphin constitutionnel, Henri Konan Bédié introduit le concept d'ivoirité dans la gestion des affaires publiques. L'ivoirité galvaudé, manipulé est vidé de son sens au gré des intérêts de ses concepteurs et de ses détracteurs finit par « mettre en cause l'origine (des gens du Nord) (...) en les identifiant à un monde tendanciellement apatride » (Dozon, 2000, p. 5).

L'Ouest et le Nord se sentant frappés par des stéréotypes qui les ont écartés du dauphinat constitutionnel et leur a permis de se contenter des postes ministériels rétribués à eux par le biais de la géopolitique initiée par Houphouët-Boigny, font former une alliance sous la présidence de Henri Konan Bédié pour " chasser " du pouvoir le PDCI. C'est ce qui justifie cette affirmation de Laurent Kouakou Assouanga (2016, p. 10) :

Le Front Républicains, bien que prônant les vertus démocratiques comme mode d'accession au pouvoir d'État, était perçu par l'establishment « Baoulé du PDCI » comme une coalition du Nord et de l'Ouest pour leur ravir le pouvoir.

Cette alliance va donc se dissiper au lendemain du coup d'État militaire avec l'éviction de Henri Konan Bédié du pouvoir. Les deux alliés vont rentrer dans une guerre larvée¹², confirmant ainsi la dislocation de l'alliance sans que le Front Républicain n'ait atteint son objectif, celui de faire accepter ses revendications à travers des élections justes, transparentes et ouvertes. En plus de cette alliance, d'autres vont

¹² « Qu'on nous dise si c'est un coup d'État RDR et que les choses soient claires », propos du président du FPI, Laurent Gbagbo après la formation du premier cabinet ministériel sous la transition militaire in Philippe Decraene « l'armée ivoirienne : de la marginalisation à la prise de pouvoir », *Afrique Contemporaine* n°193, 1^{er} trimestre 2000, p. 7

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...
se former entre 2005, et 2010 que nous appelons des alliances de bouleversements, de conquête ou de conservation du pouvoir. Il s'agit du RHDP¹³ et de la LMP¹⁴.

2.2. Les alliances politiques, objets de bouleversement, de conquête ou de conservation du pouvoir

Ici, il est question de la coalition de deux alliances qui l'une pour la conquête du pouvoir (RHDP) et pour l'autre la conservation du pouvoir la LMP.

2.2.1. Le RHDP

L'idée du RHDP est née en France le 18 mai 2005, lorsque des femmes et des hommes ont voulu ancrer définitivement, au cœur du développement de la Côte d'Ivoire, la démocratie et la paix (Zié, 2005, p. 22). Le RHDP est d'abord une coalition de quatre partis politiques : le parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de Henri Konan Bédié, le Rassemblement des Républicains de Côte d'Ivoire (RDR) d'Alassane Ouattara ; l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire de Mabri Toikeusse ; le mouvement des forces d'Avenir (MFA) d'Innocent Kobenan Anaky. Il ne s'agit pas, dans l'esprit des fondateurs du RHDP, d'une coalition de façade, purement politicienne, à des fins électoralistes mais du rassemblement de celles et ceux qui se réclament d'Houphouët-Boigny. Le fait de s'allier relève certes d'une stratégie électorale, dès l'instant les membres du RHDP ont pleinement conscience qu'aucun parti politique ne peut remporter seul les élections, ni prétendre gouverner seul. La création du RHDP obéit à cette logique d'alliances, mais surtout pour répondre, en 2005, à une situation particulièrement difficile sur fond de crise politico-militaire qui a perduré jusqu'à l'élection présidentielle de 2020. Si l'objectif du RHDP est bien la conquête du pouvoir, sa vocation est de transcender les anciens clivages ethniques et les vieux affrontements partisans entre le PDCI et le RDR, afin de conduire une action en faveur d'un développement solidaire et d'une paix durable. En ligne de mire, le RHDP prévoit de dégager le pouvoir de Laurent Gbagbo. Le principe

¹³ Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix, alliance de l'opposition formée en 2005 et dont les membres sont le PDCI, le RDR, l'UDPCI, le MFA...

¹⁴ La Majorité Présidentielle, alliance formée en 2010, lors des élections présidentielles pour répondre au RHDP. C'est le parti au pouvoir qui est la figure de proue et Laurent Gbagbo, le candidat et le leader charismatique.

fondamental de cette alliance est son activation lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Ainsi donc, tous les acteurs politiques de l'opposition vont donner le droit de soutenir l'un des vainqueurs du premier tour issu de l'alliance.

Ce n'est pas un parti politique pour que nous ayons un seul candidat dès le premier tour, notre objectif c'est de donner une chance à chaque formation politique d'accéder à la présidence de la république ou de soutenir le gagnant du premier tour, ainsi la chance du président sortant est amenuisée¹⁵.

Ces propos ont été corroborés par ceux du président du PDCI en ces termes : « au second tour, le mieux placé des signataires obtiendra le soutien ou le report des voix des autres¹⁶ ».

De ce qui précède, il ressort que la création du RHDP en France par l'opposition ivoirienne avait pour but fondamental de faire tomber Laurent Gbagbo du pouvoir en 2010. Sa politique souverainiste rigoureuse n'arrange pas la France qui voit cette autonomie comme un signe avant-coureur de la perte de la Côte d'Ivoire et par-dessus tout de l'Afrique¹⁷. Cette peur a donc inspiré la France pour un arbitrage électoral renforcé en 2010 en Côte d'Ivoire. Trois objectifs subsidiaires ont été assignés au RHDP, à côté de l'objectif nodal si dessus. Ce sont :

- restaurer l'autorité de l'État par le biais des élections présidentielles
- restaurer l'image de la dignité de la Côte d'Ivoire ;
- restaurer le fonctionnement régulier des institutions de la république.

Pour finir tout revient à se battre contre le même ennemi qui est Laurent Gbagbo pour l'évincer du pouvoir. Pour répondre à cette alliance, le président sortant va susciter à son tour la formation de La Majorité Présidentielle (LMP).

¹⁵ Propos d'un membre du RHDP lors de notre entretien le 25 août 2022 à son bureau à la mairie d'abobo de 15h à 16h.

¹⁶ Propos de Henri Konan Bédié extrait du nouveau réveil du 19 mai 2005.

¹⁷ En octobre 2000, Laurent Gbagbo, candidat du FPI est élu et accède à la magistrature suprême. Il décide de mener une politique de rupture appelée « Refondation ». C'est une politique nationaliste qui envisage la souveraineté vis-à-vis de la France ; le désendettement à travers un budget sécurisé ; l'indépendance politique, économique et militaire ; la revue des contrats avec la France ; et une politique intérieure coupée du diktat de la France. Ce sont ces idées qui vont pousser la France à encourager la naissance du RHDP.

2.2.2. La LMP

La Majorité Présidentielle est née en octobre 2018, pour répondre à la création du RHDP, et ce à l'issue du premier tour des élections présidentielles de 2010. Cette alliance est composée de dix (10) partis politiques¹⁸ et des organisations de la société civile. C'est cette alliance qui va affronter le RHDP au second tour de l'élection présidentielle de 2010. En effet, le président sortant Laurent Gbagbo et M. Alassane Ouattara se sont affrontés au second tour, car au premier tour de ces élections le dimanche 3 octobre, Laurent Gbagbo a recueilli 38,8% des suffrages, contre 32,08% pour Alassane Ouattara selon le président de la commission électorale indépendante (CEI), Youssouf Bakayoko ; lors d'une cérémonie dans la nuit du mercredi à jeudi.

Au pouvoir depuis 2000, Laurent Gbagbo devient candidat de La Majorité Présidentielle (LMP) pour affronter le RHDP de Alassane Ouattara. C'est donc le 31 octobre, qu'il a été solennellement investi candidat par cette nouvelle coalition au cours d'un rassemblement à l'hôtel ivoire à Abidjan. À l'instar de Laurent Gbagbo lui-même, cette alliance considérait leur " champion " comme « le candidat des Ivoiriens¹⁹ » qui lutte pour la libération de la Côte d'Ivoire, à contrario, Alassane Ouattara était le candidat des puissances étrangères. Laurent Gbagbo donne donc son onction aux propos des partisans en affirmant :

Ce pays a été bâti par nos ancêtres. Leur résistance a permis à ce pays d'avoir une conscience nationale. C'est cette conscience nationale qui a été rassemblée au sein du RDA. Bernard Dadié est un survivant de la lutte du RDA, il était donc bon que Dadié passe le flambeau de la lutte à une génération comme son père l'avait passé à Houphouët en 1944. Moi, à mon tour, je passerai le flambeau aux générations futures pour continuer le combat de la dignité du peuple ivoirien (Notre voie, 2010).

¹⁸ Dix partis politiques forment La Majorité Présidentielle, il s'agit du FPI, du RPP, l'UDCY, le PRCI, l'USD, le PULCI, l'UNG, l'AIRD, le MNC. En dehors du FPI, il faut dire que ce sont des partis sans grande audience. Mais du fait de leur caractère nationaliste en épousant les idées de Laurent Gbagbo, ils obtiennent la sympathie de nombreux ivoiriens.

¹⁹ Pour les initiateurs de cette alliance, Laurent Gbagbo, de par son discours et ses actions répond plus aux aspirations du peuple ivoirien. Il est donc le fils du pays, qui est toujours avec le peuple. Son ancrage national lui confère cette légitimité de représenter ce peuple à la magistrature suprême.

Ces propos montrent bien que La Majorité Présidentielle est nationaliste. Laurent Gbagbo continue à fustiger l'opposition en ces termes :

Cette élection met face à face deux types de candidats : il y a le candidat pour la Côte d'Ivoire et donc " le candidat des ivoiriens ". Ce candidat-là, c'est bien Laurent Gbagbo. En face, il y a les candidats de l'extérieur qui sont Alassane Ouattara et Bédié. Il y a donc un candidat qui veut travailler pour la Côte d'Ivoire et faire en sorte que les richesses du pays profitent en premier lieu aux ivoiriens, c'est Laurent Gbagbo, et il y a ceux qui veulent livrer les richesses de la Côte d'Ivoire à leurs amis de l'extérieur et qui veulent travailler contre la Côte d'Ivoire, ce sont Alassane Ouattara et Bédié." Nous voulons travailler pour la Côte d'Ivoire et pour l'Afrique. Telle est notre démarche " (Notre voie, 2010).

À travers ces propos, Laurent Gbagbo donnait ainsi les raisons de la mise en place de cette alliance qui devrait faire tienne ces propos. C'est donc la ligne directrice de la Majorité Présidentielle.

Au terme de tout ce qui précède, il ressort qu'au cours de ces dernières années, la politique en Côte d'Ivoire est rythmée par la formation des alliances qui se font et se défont au gré des leaders politiques. Les plus en vue ont été le Front républicain en 1995, le RHDP en 2005 et la LMP en 2010. Si le RHDP, parmi ces alliances a eu un peu plus de temps de vie, il n'en demeure pas moins que ces alliances se sont toutes désagrégées. Alors quel bilan peut-on établir de ces alliances et quelles sont les principales raisons de leurs échecs ?

3- Le bilan des enjeux de la formation des alliances politiques en Côte d'Ivoire

3.1. Les éléments positifs des alliances politiques en Côte d'Ivoire

Les alliances politiques en Côte d'Ivoire, du Front Républicain en passant par le RHDP pour arriver à la LMP ont contribué à l'éclosion de la démocratie en Côte d'Ivoire à travers une prise de conscience démocratique qui continue d'évoluer dans le cœur des ivoiriens et même des acteurs politiques. En outre, elles ont fait évoluer le débat politique à travers l'adaptation d'un nouveau code électoral, de détribaliser la scène politique à travers la transhumance politique sans tenir compte de l'ethnie des leaders des partis. L'œuvre du Front Républicain a été à ce niveau très édifiant. Le RHDP pour sa part, une fois au pouvoir a contribué à la stabilisation de la situation

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...
sociopolitique même si quelquefois il y a eu des soubresauts. Il a été le fer de lance du redressement économique et social. En Côte d'Ivoire avec le RHDP : les progrès sont réels avec :

*La stabilité et la paix retrouvées ;
Le retour de l'Etat de droit ;
La promotion de la " bonne gouvernance " ;
La démarche de réconciliation nationale ;
Le démarrage de l'économie et des investissements etc. (Zié, 2005, p. 123).*

À travers ces alliances, la Côte d'Ivoire a été divisée en deux blocs qui se sont affrontés pendant les élections présidentielles. Il y a eu la consolidation de ces alliances à travers le report des voix qui ont donné la chance à deux blocs de gagner les élections présidentielles.

De ce qui précède, si l'on a salué la formation de ces alliances, il faut cependant dire que ces alliances ont fait long feu au point de disparaître pour certaines et se désagréger pour d'autres.

2.3. De l'échec, à la dislocation des alliances politiques en Côte d'Ivoire

Les alliances politiques sont généralement les résultats des processus électoraux non inclusifs et non transparents avec leurs conséquences de crise de confiance et d'absence de consensus des acteurs politiques sur les institutions chargées d'organiser les élections. Ces alliances sont donc une stratégie de mobilisation des militants dans l'objectif de se maintenir (parti au pouvoir) et d'y accéder (parti d'opposition) (Zié, 2015, p. 160). Toutes ces alliances en Côte d'Ivoire ont connu un échec. On peut citer pêle-mêle la non consultation de la base, c'est-à-dire des militants, le charisme trop fort des leaders politiques de l'alliance, de l'inexistence d'un projet de société commun clairement formalisé dès le départ entre les partis alliés, le comportement nombriliste des partis politiques membres de l'alliance qui nourrissent des projets personnels inavoués. En effet, tout parti politique en tant que groupement considéré d'utilité publique, est toujours créé sur la base d'une idéologie, qu'il consigne dans un projet de société qui lui sert d'argument pour la conquête du pouvoir. Dans le cas de la formation du Front Republicain, le FPI est d'idéologie socialiste, et le RDR est d'idéologie libérale, en formant cette alliance, l'unique objectif était d'évincer Henri Konan Bédié du pouvoir. Ils n'ont pas pu avoir une vision à long terme pour la consolidation et la durabilité de leur alliance. Après le coup d'État de

décembre 1999, Bédié perd le pouvoir, alors les deux alliés vont se lancer à l'assaut du pouvoir occupé par la junte militaire qui s'attèle à organiser les élections et mettre ainsi en place l'ordre constitutionnel. Cela engendre la dislocation du front républicain. C'est cette manière de former ces genres d'alliance qui est dénoncée à travers ces propos : « au sein de telles coalitions, on assiste plus à la prégnance des rapports de force au détriment des rapports juridiques entre les partis coalisés (M. Duverger, 1954).

Pour ce qui est de la LMP, il faut dire qu'après la prise du pouvoir de Alassane Ouattara et l'arrestation de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011, suivi de son transfèrement à la Cour Pénal Internationale la même année, l'on assiste à la disparition de la LMP. L'une des raisons de cette disparition est le leadership dominant de Laurent Gbagbo²⁰. Ce que nous pouvons retenir, c'est que le président Gbagbo a eu une double représentation symbolique au sein de cette alliance. Il y était à la fois chef et leader. Cette double posture n'a pas été favorable à sa durabilité. Pour plusieurs analystes, l'autorité individuelle du leader politique serait l'élément essentiel de la cohésion du parti et de l'adhésion des membres, ce qui favorise la personnification de certains partis politiques (M. Duverger, 1968 ; M. Hervé, 2016) qui dans leur fonctionnement ne repose que sur le charisme du leader, comme ce fut le cas de la LMP qui reposait en réalité sur la personnalité de Laurent Gbagbo, son leader. C'est donc tout naturel qu'avec l'arrestation et le transfèrement à la CPI de Laurent Gbagbo, l'on ne puisse plus parler de la LMP.

Quant au RHDP, l'alliance qui a pu résister tant soit peu à la dislocation, s'est vu finalement désagrégé à travers le départ du PDCI, de l'UDPCI et se transformer après en un parti politique. De la fragilité, le RHDP devient un parti politique avec le départ d'un des partis phares le PDCI. Au regard de l'histoire politique des leaders des deux partis majoritaires (PDCI-RDR) de cette alliance, marquée par des violences extrêmes entre les militants, plusieurs acteurs politiques ne croyaient pas en sa longévité. Le président Gbagbo s'y moquait en ces termes : « la fille violée tombée amoureuse de son violeur ». Quoiqu'on dise, cette alliance a été la seule qui a pu résister pendant un peu plus de dix ans. Malheureusement en 2018, le PDCI, quitte l'alliance,

²⁰ Propos d'un leader proche de Laurent Gbagbo lors des présidentielles de 2010, mais comme beaucoup de partisans de l'ex-chef d'Etat ont migré au RHDP ou ont suivi le président AFFI N'Guessan de la branche légale du FPI. Entretien du 12/02/2021.

Hyacinthe Digbeugbly BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...
accusant le président Alassane Ouattara de ne pas respecter l'accord politique de Daoukro²¹. Pire, les discours des partisans de Ouattara ont accéléré cette rupture en proférant des propos qui incitent à la division :

Des gens qui se lèvent un matin, midi et soir pour parler de l'alternance en 2020. On dit alternance c'est-à-dire « toi, il faut te lever je vais m'asseoir ». Est-ce que c'est ça on appelle une offre politique ? Ça, ce n'est pas une offre politique. (...) Alors que qu'on est assis ensemble, on mange ensemble. Toi-même tu manges plus que moi, tu es devenu clair, tu es devenu rond, tu brilles, parce que tu n'as aucune charge. On te donne seulement tu manges. Tu n'arrives même pas à respirer correctement. Maintenant, toi tu dis « lève-toi » alors qu'on mange ensemble. Pourquoi je vais me lever ? Ça veut dire que tu veux manger seul ».

Le RHDP qui était dès le départ une coalition de partis s'est transformé en un parti politique en lieu et place de l'alternance que réclamait le PDCI. C'est donc la fin de l'alliance.

À ces différentes raisons de la dislocation des alliances politiques en Côte d'Ivoire, il faut ajouter le non-respect par les différents partis de l'alliance du principe d'inclusivité dans la prise de décision pour la mise en place des alliances. En effet, le principe d'inclusivité à travers la consultation de la base et la prise en compte de son avis est indispensable au projet d'alliance et y est nécessaire à sa consolidation et sa durabilité. En Côte d'Ivoire, les leaders politiques qui s'allient font fi de ce principe, ce qui fragilise et détruit leurs alliances.

Conclusion

Depuis le retour au multipartisme en Côte d'Ivoire, les alliances politiques apparaissent comme la nouvelle stratégie des partis pour la conquête ou la conservation du pouvoir d'État. Débuté par le front républicain en 1995 entre le RDR et le FPI, d'autres alliances ont suivi. Il s'agit du RHDP en 2005 et de la LMP en 2010. De ces trois alliances, seul le RHDP a pu résister un tant soit peu avant de se fragiliser et se transformer en parti politique. Plusieurs raisons ont concouru à la dislocation de ces alliances politiques. Entre autres, la non consultation de la base, c'est-à-dire, les militants, le charisme trop fort des leaders politiques de l'alliance, de l'inexistence d'un projet de société commun

²¹ Henri Konan Bédié (2017), « Communication à son domicile à Daoukro 3 : le Président Bédié appelle à l'union et au respect des engagements », <https://www.youtube.com/watch?V=zQ85=tmYwKA>, 19 avril 2019.

clairement formalisé dès le départ entre les partis alliés, le comportement nombriliste des partis politiques membres de l'alliance qui nourrissent des projets personnels inavoués. Toutes ces raisons ont concouru à la disparition de ces alliances formées en Côte d'Ivoire. Si tant est que, les motivations de la création de ces alliances sont louables, il est d'autant plus vrai que ces alliances n'ont pas résisté au temps parce qu'elles avaient pour unique objectif la conquête du pouvoir sans toutefois construire les alliances dans la durée. Au sein même de ces alliances, les partis alliés n'avaient pas les mêmes idéologies au point que des observateurs de la vie politique les traitaient d'alliances contre nature.

Une alliance est caractérisée par le pluralisme en termes d'idéologies, de valeurs, de représentation géographique. Pour sa stabilité et sa durabilité, l'impératif du consensus et du compromis à travers un dialogue permanent s'impose aux animateurs politiques qui la composent. En outre, l'alliance doit dès le départ, sur une base consensuelle et le respect du principe d'inclusivité, s'inscrire dans une démarche de formalisation des accords conclus dans le cadre de l'alliance. Ne serait-ce par ces actions que ces alliances pourront apporter le changement démocratique tant recherché, au lieu qu'elles soient orientées uniquement vers l'éviction du régime au pouvoir, qui représente non pas l'adversaire mais l'ennemi politique commun. Elles forment de simples regroupements qui ne recherchent que la majorité électorale, sans une idéologie commune, ni un projet de société novateur clairement élaboré. C'est tout naturel qu'elles disparaissent.

Sources et références bibliographiques

N°	Nom(s) et prénoms	Age et fonction	Date et lieu de l'enquête
1	Anonymes	Instituteur à la retraite (57 ans)	12 août 2022, Yopougon
2		Vice-président d'un parti politique	15 août 2022 à Abidjan à son domicile
3		Secrétaire à l'organisation d'un parti politique	17 août 2022 à son domicile à Abidjan, rivièra de 17h à 18h.
4		Président de la fédération d'un parti politique	25 août 2022 à son bureau à la mairie d'abobo de 15h à 16h

Hyacinthe Digbeugby BLEY : Les alliances politiques en Côte d'Ivoire ...

5		Militant de base d'un parti politique	27août 2022 à son domicile à port-bouët de 17h à 18h
---	--	---------------------------------------	--

Références bibliographiques

ASSOUANGA Kouakou Laurent, 2016, « le boycott : facteurs, enjeux et impacts sur les processus électoraux en Côte d'Ivoire de 1990 à 2015 », in *Rev hist.* 2016 ; 27, p. 5-18.

BÉDIÉ Konan Henri, 2017, « Communication à son domicile à Daoukro 3 : le Président Bédié appelle à l'union et au respect des engagements », <https://www.youtube.com/watch?V=ZQ85-tmy.wkA>, consulté le 19 août 2019.

BLEY Hyacinthe Digbeugby, 2014, *La vie politique en Côte d'Ivoire de l'indépendance à l'avènement de la II^e République (1960-2000)*, thèse de doctorat unique, Département d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, 392p.

CISSE Baongo Ibrahim, 2017, « Meeting de remobilisation des militants du RDR à Adjamé », <https://www.youtube.com/watch?V=LoIDpUnH8OI>., consulté le 03 mai 2020

DECRAENE Philippe, 2000, « l'éviction du président Bédié : une revue des faits », in *Afrique Contemporaine* n°193 du 3^{ème} trimestre 2000.

DIARRASOUBA Ibrahim, 2021, « la démocratie ivoirienne à l'épreuve des stratégies coalitionnelles politiques », in *European Scientific Journal ESJ*, 17 (28), 150. P/162

DOZON Jean-Pierre, 2000, « la Côte d'Ivoire entre Démocratie, Nationalisme et ethno-nationalisme », in *Politique africaine*, n°78, juin, p5.

DUVERGER Maurice, 1954, « Les partis Politiques », chapitre 7, Armand Colin.

DUVERGER Maurice, 2003, « Sociologie des parties politiques », in *traité de sociologie* tome II.

HAERINGER Guillaume, 2003, « Sur la coopération dans les jeux non coopératifs », *revue d'économie industrielle*, Vol 1, n°103.

Jeune Afrique, 2010, « Gbagbo investit candidat pour l'élection présidentielle », <https://www.jeuneafrique.com/154878/politique/gbagbo-investi-candidat-pour-e-lection-pr-sidentielle/>, consulté le 25 avril 2020

- KOUASSI Yao Jean-Claude, 2013, « La vie politique en Côte d'Ivoire : de l'instauration du multipartisme à l'accord de Marcoussis », *Revue Ivoirienne d'histoire*, n° 22, pp. 7-28
- LE BRETON Michelle ; VAN DER STRAENTEN Karine, 2017, « Alliances électorales et gouvernementales : la contribution de la théorie des jeux coopératifs à la science politique », *Revue d'économie politique* Vol. 127.
- ZIÉ Coulibaly, 2015 « l'héritage d'Houphouët-Boigny ou l'avenir du RHDP » in *Géo économie*, vol 1, n°73, pp. 121-134

NTELA, N° 05, Vol. 1, Janvier-Juin 2023

Ce cinquième numéro de la revue *Ntela* accorde la primauté à d'autres problématiques aussi diverses que variées qui interpellent la conscience collective sur les enjeux sociétaux. Elle est restée fidèle à sa philosophie de permettre une meilleure diffusion des savoirs et des connaissances sur l'Afrique, dans une perspective multi et interdisciplinaire. Par ailleurs, comme les trois précédents numéros, celui-ci compte aussi deux volumes pour la trentaine des textes que la rédaction, grâce au travail des évaluateurs a jugé publiables. La répartition des articles tient compte aussi bien de l'équilibre numérique que du rapprochement de leur champ d'étude.

Ce premier volume compte quinze articles répartis en trois grandes rubriques : *Histoire et sciences politiques* (sept articles) ; *Géographie* (cinq articles) ; *Philosophie* (trois articles).

Contributeurs : Expédit Wilfrid Vissin, Koffi Agnide, Essobassi Yassih, Fiston Gambia, Christian Maliki, Sabi Tassigui Sio, Badel Ruffino Juste Lantonkpode, Assogba Guezere, Sawrou Fall, Liliane Dalis Atoukam Tchefenjem, Michaël Ndoukou, Laïs Hilaire Libobou N'koka, Jean Sodji, Clotaire Claver Okouya, Bled-Dumas Blaise Louzala-Kouunkou, Alexandre Otsangue Ngassaki, Moulo Élysée Kouassi, Joseph Zidi, Komla Fademe, Kouassi Clément N'doua, Boêvi Denis Lawson, Pierre Ouassa, Évariste Dupont Boboto, **Hyacinthe Digbeugby Bley**, Siriki Bagayoko, Jean Félix Yekoka.

Infographie : Dreid Miché Kodja Manckessi

ISSN : 2789-3588